

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 7-8

Artikel: La gauche au pouvoir en France de 1920 à 1958: espoirs, conflits, désillusions
Autor: Durecq, Herbert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344710>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La gauche au pouvoir en France de 1920 à 1958 : espoirs, conflits, désillusions

par Herbert Durecq*

«L'exercice du pouvoir sera toujours une épreuve particulièrement douloureuse et difficile pour les partis socialistes», dit Léon Blum en janvier 1926 après l'échec évident du Cartel des gauches. Ce jugement, qui peut paraître sévère chez celui qui durant près de trente ans préside aux destinées de la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.), résume bien les conditions qui ont caractérisé la présence de la gauche aux affaires entre 1920 (date du congrès de Tours et de la scission entre communistes et socialistes) et 1958 (avènement du général de Gaulle qui coïncide avec le début de l'effacement de la gauche).

A plusieurs reprises, au cours de cette période, les élections et les courants populaires portent à l'Assemblée et au gouvernement une majorité de gauche. La plupart du temps, les espoirs légitimes d'une base sociale en pleine expansion se transforment en désillusions profondes, en particulier lors des expériences du Cartel des gauches (1924 et 1932), du Front populaire (1936), des gouvernements de P. Mendès-France (1954) et de Guy Mollet (1956).

On peut s'interroger sur les causes des quasi-échecs de ces gouvernements, dont la légitimité n'est guère mise en cause, et rechercher des réponses en termes d'idéologie, de

doctrine et même de savoir-faire. Cependant, sans trop s'aventurer dans ces directions, on peut déjà constater que si la gauche exerce difficilement un pouvoir de courte durée, c'est dans une large mesure la conséquence de ses divisions. De ce fait, ses échecs en matière économique, en dépit de quelques avancées sociales par ailleurs fort controversées, contribuent largement à son long effacement.

*

* *

I. La division de la gauche est un handicap majeur pour l'exercice d'un pouvoir difficile et de courte durée.

En effet, en cinquante ans, de 1920 à 1958, les alliances conclues par les diverses composantes de la gauche sont des unions de circonstance, fragiles et sans bases réelles.

a) L'hétérogénéité d'une gauche aux idéologies parfois contradictoires rend les unions souvent difficiles.

Les trois grands partis (P.C.F., S.F.I.O. et Parti radical) sont loin d'être monolithiques. Deux formes de radicalisme cohabitent déjà : les radicaux proprement dits, et le courant de l'Université humaniste et rationaliste,

* Correspondant français

avant que ne se dégage, au côté des «Valoisien», la tendance «mendésiste».

Les socialistes se répartissent entre «résistants à la III^e Internationale» derrière Léon Blum et «reconstructeurs» avec Paul Faure, avant de subir le schisme des néo-socialistes, du P.S.O.P. ou de l'U.S.R., les divergences face à Vichy puis à la résistance, les épurations de Guy Mollet. Les communistes, eux aussi, connaissent leurs déviations: Trotskystes avec J.P. Roux et P. Franck, Parti populaire français, fascisant, avec Doriot, sans oublier les ambiguïtés issues de la Résistance et de la Libération.

Les oppositions idéologiques freinent les alliances. Le Parti radical connaît un glissement progressif vers la droite, malgré la tentative de rééquilibrage difficilement entreprise par Pierre Mendès-France. La S.F.I.O. se voit peu à peu investie du rôle charnière traditionnellement dévolu au P.R.R.S. au centre de la gauche. Le Parti communiste, de son côté, durcit son alignement sur Moscou, ce qui fait dire à Guy Mollet qu'il «ne se situe pas à gauche mais à l'Est».

Les participations au gouvernement revêtent des formes extrêmement variables. Elles vont de *l'opposition franche* ou ambiguë (P.C.F. en 1924 et 1932 lors du Cartel des gauches puis après 1947), au *soutien sans participation* (S.F.I.O. sous le Cartel des gauches ou P.C.F. lors du Front populaire), ou même à *la participation active* à des «gouvernements bour-

geois» (ministères Gouin, Blum, Ramadier entre 1945 et 1947). Cependant, seuls les gouvernements de l'immédiate après-guerre voient le P.C.F. et la S.F.I.O. participer directement aux gouvernements (d'où les radicaux sont d'ailleurs quasiment exclus), au sein de majorités de circonstance incluant également quelques petits partis (U.D.S.R. de F. Mitterrand par exemple...).

b) Ainsi, l'exercice du pouvoir est difficile car controversé.

La difficulté majeure est initialement contenue dans le «choix» de Blum: conquête du pouvoir ou exercice du pouvoir, le second de ces termes étant en fait contesté au sein même de la gauche. Il apparaît, à l'évidence, que dans le contexte de ce choix il est très difficile de conduire une politique de gauche dans le cadre de structures capitalistes.

La force des oppositions se manifeste rapidement. La peur de «l'homme au couteau entre les dents», incarné par le parti communiste, son alignement pratiquement constant sur Moscou, en particulier dès 1939 puis en 1947, entraînent un anticommunisme réel et parfois viscéral chez une grande partie de l'opinion française. Cette opposition se manifeste, à un niveau plus large, dans l'hostilité au «mur de l'argent» face aux expériences économiques décevantes conduites par les radicaux et les socialistes, tant en 1924 qu'en 1936. Elle prend corps dans les campagnes de presse déchaînées, dans les réserves de l'Église

catholique, dans les réticences des groupes de pression. De surcroît, une opposition structurée et dynamique voit le jour sous la forme des ligues d'avant-guerre, mais aussi des grands partis politiques qui s'organisent dès la Libération: le Mouvement républicain populaire (M.R.P.), le Parti des Républicains libéraux (P.R.L.), le Rassemblement du Peuple français (R.P.F.).

L'ambiguïté du soutien populaire, enfin, ne favorise guère la gauche. L'opinion publique, on s'en souvient, se montre profondément fluctuante d'une élection à l'autre, si l'on en juge par les différents résultats. Il faut dire que les modes de scrutin (scrutin de liste, représentation proportionnelle malgré le système des apparentements) ne se prêtent guère aux rassemblements durables. Le relais syndical, enfin, pourtant si propice aux actions populaires d'envergure, est souvent mal contrôlé par les partis de gauche, en particulier lors des grandes manifestations du Front populaire, ou de la scission entre la C.G.T. et la C.G.T.U.

Aussi l'exercice du pouvoir par la gauche a-t-il dû sacrifier à un inévitable opportunisme politique allant de la conciliation programmatique, lors du Front populaire, à l'abandon pur et simple d'options fondamentales de gauche, si l'on en croit les critiques du «national-molletisme».

c) Cela explique donc, dans une large mesure, la brièveté des expériences d'exercice du pouvoir par la gauche,

mais aussi la différence d'intensité de contribution des principaux partis qui s'en réclament. Ainsi peut-on mettre en évidence cinq «moments» – pour ne pas dire «instants» – où la gauche gouverne réellement la France.

- Le «*Cartel des gauches*» (en deux phases de 24 à 25 et 32 à 33), issu d'une majorité de gauche radicale soutenue par la S.F.I.O. mais avec opposition du P.C.F., est un double échec dans la mesure où, un an seulement après le début de la législature, il est nécessaire de faire appel à un homme «providentiel» (R. Poincaré; G. Doumergue) en dépit du maintien de la majorité de gauche à la chambre.
- Le «*Front populaire*», le plus représentatif des principaux courants de gauche puisqu'il rassemble autour de la S.F.I.O. la participation des radicaux et le soutien des communistes, est lui aussi de courte durée (1936-1937) malgré un second ministère Blum en 1938. Il est d'ailleurs à noter que l'échec se confirme lorsque la chambre issue du front populaire vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain...
- «*L'intermède de la Libération*» voit, après le départ du général de Gaulle, un éphémère gouvernement de gauche, avec la participation du P.C.F. et de la S.F.I.O., sans représentation radicale (1946-1947).
- «*L'expérience Mendès-France*» (1954-1955), soutenue par les socialistes et les radicaux renforcés par les petits partis de gauche, se heurte

rapidement à l'opposition du P.C.F. et ne dure guère plus de six mois.

- *Le gouvernement de Guy Mollet* issu d'une majorité du même ordre représente, avec dix-huit mois de présence aux affaires, un modèle de longévité politique pour la gauche.

Au total, au cours d'une période de près de 40 ans, la gauche exerce le pouvoir durant moins de huit ans. De ce fait, elle ne peut guère répondre à l'attente de sa base sociale et doit se contenter de réformes limitées fortement concurrencées et largement controversées.

II. La gauche au pouvoir, en dépit de quelques avancées sociales fort controversées, ne sait pas mettre en œuvre ses projets économiques et politiques et se discrédite ainsi pour longtemps.

A plusieurs reprises, la gauche exerce le pouvoir mais, mal préparés et surtout sans assurance de longévité politique, ses chefs ne parviennent guère à imposer leur compétence.

a) L'œuvre sociale est réelle mais largement contestée.

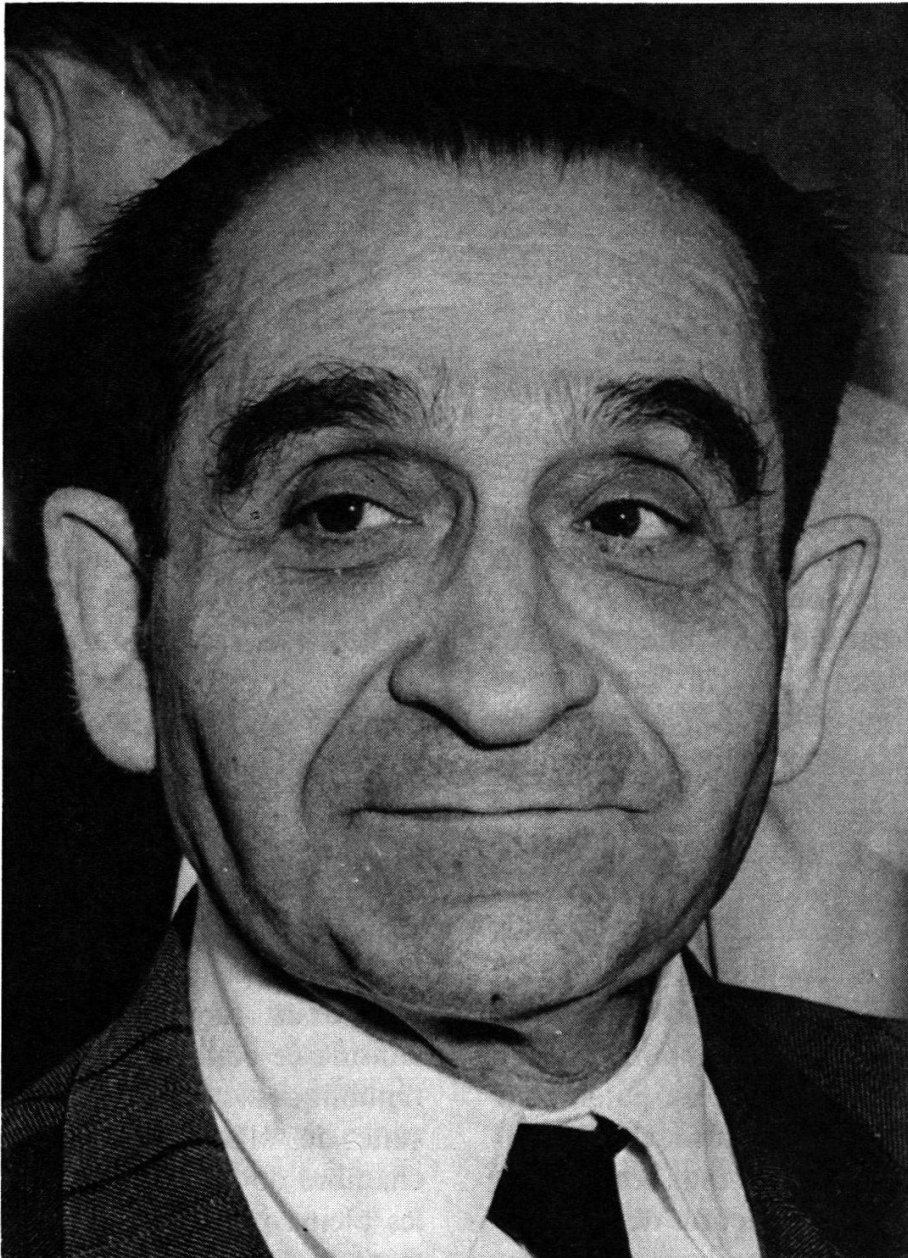
Le Front populaire obtient lors des accords Matignon, grâce à l'aval du C.N.P.F., la reconnaissance du droit syndical, les conventions collectives, l'amélioration des conditions de travail, la semaine de quarante heures et les deux semaines de congés payés,

qui représentent pour beaucoup des avancées sociales indéniables. Pourtant on peut s'interroger largement sur l'opportunité d'officialiser, en période de crise, des mesures que, spontanément, nombre de dirigeants d'entreprise appliquent déjà en fonction des situations locales ou particulières de leurs entreprises. Il est bien évident que des chefs de gouvernements modérés tels Tardieu (1920-1931) ou Laval choisissent mieux leur époque pour mettre en œuvre leurs projets, socialement très hardis (loi sur les calamités agricoles; loi créant les retraites; système des assurances sociales, fondement institutionnel de la future sécurité sociale).

A la libération, le train des mesures initiées par la «Charte du C.N.R.» est mis en route: création des comités d'entreprise (février 1945), statut du fermage, création officielle de la sécurité sociale (octobre 1945). Mais il est incontestable que ces avancées sociales sont, elles aussi, revendiquées par l'héritage gaulliste.

Guy Mollet, enfin, au cours de sa présidence du Conseil, instaure la troisième semaine de congés payés, le fonds national de sécurité et l'allocation vieillesse (financée par la vignette automobile). Mais au sein de la gauche elle-même se pose encore la fameuse question: Guy Mollet était-il de gauche?

Cependant, au-delà de la simple controverse qui s'attache aux mesures sociales, les échecs ont été plus évidents par ailleurs.



b) En effet, les échecs restent fréquemment évoqués en matière politique et surtout économique.

Les questions financières représentent un des principaux écueils rencontrés par les gouvernements de gauche. Le « Cartel », miné par ses divergences internes sur les nationalisations et l'impôt sur le capital, ne sait pas faire

face à la crise du franc; le déficit budgétaire et les avances hors plafond de la Banque de France pour compenser la crise du crédit entraînent la chute d'Herriot mis en minorité au Sénat. Le Front populaire, face à la fuite de l'or et des capitaux vers l'étranger, n'ose prendre les mesures nécessaires. Il en est de même face à l'inflation qu'il ne

peut juguler et au franc qu'il est contraint de dévaluer. C'est encore, on s'en souvient, le fameux «mur de l'argent» qui provoque la chute de Blum. A la Libération, la série de grèves générales ne contribue guère à la réduction de la hausse des prix et des salaires et il faut attendre pour cela l'arrivée aux affaires de M. Pinay. Mais le répit est de courte durée puisque l'inflation reprend de plus belle sous Guy Mollet.

En matière économique, l'échec du front populaire est tout à fait exemplaire. De bonnes mesures sont certes prises: création de l'office du blé; nouveau statut de la Banque de France; lutte contre le chômage. Mais déjà, en parallèle avec la dévaluation, une hausse des salaires et des revenus est décidée pour relancer la consommation. La confiance, par ailleurs, est loin d'être générale et les mesures sociales évoquées plus haut limitent la production dont elles accroissent les coûts. La reprise n'est donc pas au rendez-vous et l'échec est patent, sur un double blocage national et syndical. Cette désillusion est à comparer à celle qu'entraîne l'action de P. Mendès-France qui, voulant s'attaquer aux archaïsmes économiques, mobilise contre lui les chefs d'entreprise qui craignent le dirigisme en matière d'investissements.

Sur le plan international, la responsabilité du Front populaire dans la marche à la guerre est longuement décrite lors du procès de Riom (guerre d'Espagne, Munich, l'imprépara-

tion...). Sans évoquer trop largement le rôle de la chambre du «Front populaire» (élue en 1936) lors du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940, ni celui du P.C.F. et ses revirements successifs dans son attitude face à l'Allemagne, on peut s'interroger sur les réactions de la gauche face à la «guerre froide». On sait également combien, sous le gouvernement Mendès-France, de sujets tels que la guerre d'Indochine, la C.E.D., les questions tunisienne et marocaine divisent à la fois l'opinion publique et la gauche elle-même. Il est facile de se souvenir des controverses aiguës qu'entraînent les prises de position courageuses de Guy Mollet face à la question de Suez et à la rébellion algérienne.

c) L'ensemble de ces contradictions provoque un discrédit profond et durable sur la capacité des partis de gauche à exercer le pouvoir.

A deux reprises, la gauche est considérée comme le «fossoyeur des républiques»: la III^e est morte à la suite de «l'auto-effacement» de la chambre de 36 après qu'elle eut voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain; la IV^e, à son tour, succombe devant l'inaptitude des dirigeants d'alors à assumer leurs responsabilités face au problème algérien et la division des Français – même à l'intérieur des partis – qui en résulte.

La crédibilité des partis eux-mêmes n'est jamais indiscutable. Le parti radical se voit reprocher une «dérive droitiste» que les tentatives de recen-

trage de Pierre Mendès-France ne peuvent maîtriser. A l'inverse, le soviétisme du Parti communiste et ses prises de position souvent hostiles aux gouvernements de gauche ne sont pas de nature à faciliter une union réelle, solide et durable, gage du succès de tentatives pourtant soutenues par une base sociale très active. Cette hostilité entre le P.C.F. et la S.F.I.O., elle-même fréquemment minée par des dissensions internes (schisme des néo-socialistes avec M. Déat; attitude de Paul Faure face à Blum; réactions hostiles à Guy Mollet; déviationnisme du P.S.A. devenu P.S.U.), atteint son paroxysme lors du renvoi des ministres communistes en 1947. Elle est la révélation de cette profonde aptitude à la désunion qui caractérise la gauche depuis le congrès de Tours.

De nombreux militants, enfin, vont jusqu'à penser que la gauche trahit le socialisme. L'attitude ambiguë, déjà évoquée, des partis de gauche en 1939-1945, les réactions diverses de la S.F.I.O. face au problème algérien, la «faillite» de Guy Mollet le 6 février 1956 à Alger, les fêlures dans son parti lors de l'intervention de Suez sont à l'image de l'écart qui se creuse entre le chef du parti majoritaire et les militants de ce parti sur la question de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958.

*
* * *

Ce discrédit durable qui a long

temps pesé sur la gauche et dont quelques aspects viennent d'être évoqués, explique en partie les 23 années de «cure d'opposition» que la gauche a connues jusqu'à son retour aux affaires en 1981.

C'est en fait grâce à ce long séjour loin du pouvoir que la gauche est parvenue, à partir de 1965 et surtout depuis 1978, à se restructurer et à réaliser une unité, au moins électorale, en 1981, lui permettant d'exercer le pouvoir le temps d'une législature, durée garantie par les institutions de la V^e République.

Pourtant, sans remettre en question le fameux principe qui veut une fois pour toutes que l'histoire ne se renouvelle pas, il est possible de réfléchir sur les causes du revers électoral de 1986 et constater que l'échec du gouvernement Mauroy s'explique en grande partie par l'application d'un dogme rigoureux qui lui a aliéné l'électorat préoccupé par l'observation réaliste de la conjoncture et que celui du gouvernement Fabius découle de l'impression de trahison de l'idéal socialiste ressentie par les militants traditionnellement attachés à l'idéologie de gauche.

La tentation est donc grande d'établir les parallèles qui, *mutatis mutandis*, semblent à nouveau s'imposer: Pierre Mauroy ne se sent-il pas très proche de Léon Blum, et Laurent Fabius peut-il encore renier l'attitude de Guy Mollet?

H.D.